

Éducation, c'est une rupture que les personnels exigent !

Le gouvernement Barnier est désormais au complet et c'est Anne Genetet qui hérite du portefeuille du ministère de l'Éducation nationale. Issue des rangs de Renaissance, cette députée, plutôt connue pour les questions de Défense n'est pas experte des questions d'Éducation. Ce manque d'expertise est de toute évidence un très mauvais signal envoyé aux personnels de l'Éducation qui sont lassés de tenir le système à bout de bras.

Pour eux, les problématiques et enjeux sont nombreux : une crise d'attractivité qu'il va falloir résoudre rapidement au risque de gripper le système, des conditions de travail qui se dégradent d'année en année, une perte de sens avec des réformes qui se sont succédées à un rythme effréné et des exigences de revalorisations salariales auxquelles il faudra répondre autrement que par des primes ou dispositifs type Pacte qui sont discriminants.

Il faudra aussi apporter des réponses aux élèves et à leur famille. Quelles sont les solutions proposées aux très nombreux et nombreuses élèves encore non affecté-es en lycée alors que la rentrée a commencé depuis 3 semaines. Quelle sera la position de la ministre sur des réformes qui engendrent du tri social comme la réforme de la voie pro ou les groupes de besoins ? Quelle sera sa politique en matière d'École inclusive à l'heure où de trop nombreux et nombreuses élèves en situation de handicap se retrouvent sans solution.

Or, la nomination d'Anne Genetet semble signifier la volonté de maintenir coûte que coûte la politique de Gabriel Attal, pourtant rejetée par l'écrasante majorité des personnels.

Que dire, par ailleurs, de l'existence même d'un ministère délégué à l'enseignement professionnel et à la réussite scolaire, incarné par un ardent défenseur de l'enseignement privé dont la concurrence affaiblit l'École publique gratuite et laïque ? Que cache cet intitulé alors que la réussite scolaire est le cœur même de la mission d'un-e ministre de l'Éducation nationale ? Et pourquoi isoler la voie professionnelle qui, pourtant, fait partie pleinement de l'Éducation nationale ?

La CGT Educ'action portera les exigences des personnels dès qu'elle rencontrera la ministre et présentera ses revendications en commençant par l'abrogation des réformes des lycées, synonymes de tri social et de l'ensemble des mesures du « *Choc des savoirs* ». Nous demanderons ensuite de travailler en urgence sur les revalorisations des personnels autrement que par l'instauration de primes. Nous porterons en débat les problématiques pour les élèves en difficulté avec une nouvelle carte de l'Éducation prioritaire, une meilleure prise en charge des élèves allophones et des moyens pour réussir réellement l'École inclusive.

Le chantier est vaste, certes, mais l'enjeu de l'École est un enjeu de société auquel on doit répondre avec des moyens suffisants.

D'ici là, la CGT Educ'action appelle tous les personnels à s'emparer de la journée interprofessionnelle de grève du 1^{er} octobre. Ensemble gagnons des moyens et une politique ambitieuse pour mettre en œuvre un autre modèle d'École, exigeons l'abrogation de la réforme des retraites et de la loi de transformation de la Fonction publique, un réinvestissement massif dans les services publics et des augmentations de salaires.

Montreuil, le 23 septembre 2024